



Association nationale des Auditeurs jeunes
de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale

Première association française de jeunes sur les problématiques de défense et de sécurité

VERS UNE PERTE DE *LEADERSHIP* DE L'ARABIE SAOUDITE AU MOYEN-ORIENT ?

Mardi 16 février 2016

David RIGOULET-ROZE :

Enseignant et chercheur au Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO)

Sébastien WESSER :

Chercheur au Centre de recherches sur la vie économique des pays anglophones
(CERVEPAS) de l'Université Sorbonne Nouvelle

Compte rendu réalisé par :

Victor-Manuel VALLIN, Séminaire Master II, Janvier 2015, Membre du comité Moyen-Orient

&

Alexandre MERHEB, Membre associé de l'ANAJ-IHEDN, Membre du comité Moyen-Orient

DAVID RIGOULET-ROZE:

La puissance de l'Arabie saoudite repose sur deux piliers : un religieux, à travers la responsabilité du contrôle des deux villes saintes de la Mecque et de Médine, et le prestige associé (I) et un pilier économique, puisque l'Arabie saoudite est le « royaume de l'or noir » depuis les années 1930, ce qui génère une manne financière considérable (II). Ces deux piliers permettent historiquement à Riyad d'assurer un *leadership* au Moyen-Orient, et au sein de l'*umma*, en particulier sunnite.

Évoquer une perte de *leadership* saoudien aujourd'hui peut apparaître paradoxal. Avec l'avènement du roi Salman à Riyad, le message politique saoudien peut être résumé par le slogan *Saudi is back*. On l'a vu en mars 2015 avec le lancement d'une coalition militaire contre les rebelles chiites houthistes au Yémen, puis avec l'annonce ostentatoire d'une coalition sunnite anti-terroriste réunissant 34 pays, dont l'Indonésie et le Pakistan se sont cependant rapidement distancés. Sur le front intérieur, des bouleversements économiques ont eu lieu, en particulier la prise de contrôle de la *Saudi Aramco* - rebaptisée pour la circonstance *Aramco SDABO.UL* - par

le prince Mohammed bin Salman, déjà président d'un « conseil économique et du développement » du royaume, qui l'a en quelque sorte détachée du ministère du Pétrole pour la faire dépendre de la nouvelle gouvernance du Cabinet royal. Dans le même temps, 5 % du capital d'Aramco devrait être ouvert aux investisseurs compte tenu de ses réserves supposées de pétrole qui sont évaluées à 270 milliards de barils (équivalents à 3 400 milliards de dollars). En outre, la logique baissière du prix du baril initiée par Riyad depuis l'été 2014 est une manière de réaffirmer le *leadership* saoudien, en entraînant nolens volens le reste de l'OPEP.

Ce *leadership* est-il cependant en difficulté dans les deux domaines évoqués plus haut. Il est au moins contesté par l'Iran, un exemple récent étant les protestations iraniennes à la suite de la mort de plus de 2 000 pèlerins, le 24 septembre 2015, lors du pèlerinage la Mecque, ayant provoqué de vives réactions de colère dans le monde chiite, en contrepoint d'un silence embarrassé côté sunnite, à quelques exceptions près. Enfin, la proclamation du retour du califat par Al-Baghdadi, le 29 juin 2014, est aussi de nature à remettre en cause la mainmise de l'Arabie saoudite sur les lieux saints. Sur le volet économique, constatons que le baril de pétrole a perdu 70 % de sa valeur depuis l'été 2014, ce qui tend à mettre à mal le rôle historique de *swing producer* (« producteur pivot ») que Riyad avait au sein des pays producteurs de pétrole, pour équilibrer le marché en revoyant sa production à la hausse ou à la baisse. Qui plus est, d'autres membres de l'OPEP, Iran et Venezuela en tête, entendent contester la préemption décisionnelle saoudienne au sein du Cartel.

La prise de contrôle des deux lieux saints est le point de départ du *leadership* saoudien. C'est un événement inattendu historiquement. L'Arabie saoudite est fondée par l'alliance d'une famille peu influente de la péninsule arabique, les Al-Saoud, et d'un réformateur religieux salafiste (Mohammed ben Abdelwahhab) qui souhaite transformer l'Islam sunnite affecté par le déclin de l'empire ottoman. Toute forme d'innovation est néanmoins proscrite dans cette doctrine, qui est ultra-orthodoxe sur le plan rituel et très littéraliste dans son interprétation des textes. Notons que les Wahhabites ne se décrivent jamais comme tels et préfèrent se dire salafistes (les « ancêtres » ou « prédécesseurs », terme consacré désignant les compagnons du prophète Mahomet). Ils se considèrent comme les véritables musulmans (parmi les 85 % de Sunnites que compte l'*umma*). Sur le plan politique, Ibn Saoud est le personnage fondateur de l'Arabie saoudite. Il a conquis territorialement la région des lieux saints (le Hijaz) et fondé le royaume éponyme. Cette conquête se fit au détriment de la famille hachémite, les deux villes étant à l'époque sous la responsabilité du shérif Hussein jusqu'en 1924-25. En mettant la main sur les lieux saints, les Saoud vont alors pouvoir s'imposer au cœur de l'*umma* toute entière et bénéficier des revenus induits par les taxes sur le pèlerinage. Ils deviennent les protecteurs des lieux saints, ce qui était précédemment l'apanage du calife sultan, alors même que la dynastie des Al-Saoud n'a aucun ascendant noble, ni aucun lien avec le califat ottoman, qui est d'ailleurs abrogé en 1924. Cette prise de contrôle va leur donner une légitimité religieuse qu'ils n'avaient donc pas. Depuis lors, les Saoud s'imposent comme les dépositaires du *leadership* sunnite.

Aujourd'hui, la direction du califat est revendiquée par l'*Etat islamique*, ce qui est plutôt ironique quand on a à l'esprit que le dernier Califat ottoman aboli en 1924 était turc et non arabe, et que Ibn Saoud n'a jamais pris le risque de revendiquer ce titre en sachant qu'il lui serait immédiatement contesté par le reste de l'*umma*. Mais d'autres figures emblématiques ont revendiqué la même position par le passé, comme Ben Laden dans les années 1990 et 2000. En novembre et décembre 1979, des miliciens islamistes se revendiquant plus authentiques dans leur pratique de l'Islam que la famille des Al Saoud pénètrent à la Mecque et prennent en otage des centaines de pèlerins. L'intervention du GIGN français sollicité par Riyad met un terme à la prise d'otage. Néanmoins des centaines de pèlerins sont tués, et d'aucuns sont même allés jusqu'à évoquer le chiffre de quelque 10 000 victimes. Entre temps, en 1979, intervient la Révolution iranienne qui est le point de départ d'une hantise saoudienne majeure : son exportation dans le monde musulman tout entier qui serait le prélude à une hégémonie perse au Moyen-Orient. Ces événements sont un véritable choc pour le *leadership* saoudien, mais le djihad en Afghanistan de la décennie 1980 permettra de détourner toute cette violence islamiste vers un combat extérieur. En 1987 cependant, des émeutes éclatent lors du pèlerinage annuel à la Mecque, fomentées par l'Iran, ce qui constitue une nouvelle remise en cause extérieure du *leadership* religieux saoudien. Ces émeutes se soldent par la mort de 300 à 400 pèlerins, en majorité iraniens, et une première rupture des relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran jusqu'en 1991. Le même genre de situation est intervenu après le dernier pèlerinage et l'exécution du dignitaire saoudien chiite al-Nimr, provoquant la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en janvier 2016. S'y ajoutent les inquiétudes saoudiennes depuis l'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015, et la rivalité pétrolière entre les deux pays.

Le pilier pétrolier du *leadership* saoudien trouve sa source dans le « pacte » de février 1945, signé à bord du croiseur américain *USS Quincy* entre Washington et Riyad, dans le prolongement du succès des premiers forages pétroliers en 1938. Ce « pacte du Quincy » accorde aux États-Unis un monopole sur les concessions pétrolières saoudiennes en échange d'une garantie de protection du royaume. Le pacte est renouvelé en 2005, mais entre-temps le monde a changé. Il a fonctionné durant toute la Guerre froide, permettant aussi à l'Arabie saoudite de contrer les velléités du nationalisme arabe. Durant cette période, l'Arabie saoudite use en effet de l'arme pétrolière pour développer la *daawa* (« prédication ») dans le monde musulman, et financer des groupes favorables à ses intérêts. Ces actions ont également été rendues possibles par la Ligue islamique mondiale, fondée en 1962, et d'autres organismes comme *Faysal Finance*, *Al-Baraka*...etc. De ce fait, l'identité saoudienne s'est confondue avec le wahhabisme, qui est l'obédience sunnite spécifique du royaume.

A la fin de la Guerre froide, les États-Unis retrouvent une certaine lucidité quant à leur relation avec l'Arabie saoudite. En effet, les années 1980 ont permis à Riyad d'engranger des profits considérables, leurs réserves de change passant notamment de 68 milliards à 135 milliards de dollars dès 1981. Ces ressources seront utilisées pour propager la doctrine wahhabite, avec le soutien tacite américain, dans une sorte d'échange de bons procédés. En effet, Riyad dévalue la valeur du baril de pétrole dans les années 1980, le faisant passer sous la barre des 10 \$, ce qui a pour conséquence

d'affaiblir l'économie soviétique, laquelle était alors déjà plus que dépendante de ses exportations énergétiques. De nos jours, l'Arabie saoudite procède à nouveau de la sorte, mais cette fois pour contrer la concurrence américaine sur le marché du pétrole (exploitation des *Shale oil*, gaz et pétrole de schiste). Le « pacte de Quincy » se trouve ainsi implicitement caduque, mais le budget saoudien souffre également de cette politique, ce qui pose *in fine* de véritables questions quant à la stabilité du régime saoudien.

SEBASTIEN WESSER :

Le *leadership* saoudien au Moyen-Orient revêt des enjeux économiques, mais est également lié à la question de la relation avec Washington. En effet, les États-Unis sont la puissance extrarégionale qui compte le plus au Moyen-Orient. Ainsi, le *leadership* historique qu'exerçait l'Égypte a disparu avec la chute d'Hosni Moubarak, lorsque Washington a cessé de soutenir le régime du *raïs* lors des printemps arabe (Les États-Unis ont continué leur partenariat avec le Caire, *nda*) Le propos se divisera donc en deux grandes parties, l'une évoquant les aspects économiques du *leadership* saoudien (I), l'autre s'intéressant à l'évolution des relations entre Riyad et Washington (II).

Tout d'abord, si le pétrole est l'alpha et l'oméga de l'économie de l'Arabie saoudite, la démographie du pays a aussi son rôle. En effet, la moitié de la population saoudienne a moins de 25 ans, un chiffre qui atteint 2/3 des Saoudiens en incluant les personnes de moins de 30 ans. Le pays dispose donc d'une population jeune, qui a doublé en 25 ans, ce qui, appliqué à la France, reviendrait à imaginer un pays passant de 65 millions d'habitants à plus de 130 millions. Il va de soi qu'il ne s'agirait alors plus du même pays ! La tâche est ardue pour Riyad car il faut garantir à cette population jeune un devenir et des emplois financés, afin de maintenir leur niveau de vie actuel, le PIB/habitant saoudien étant le même qu'aux États-Unis ou en Europe occidentale. A ce titre, il faut souligner que l'emploi était un facteur majeur du déclenchement des printemps arabes en 2011. L'ancien roi saoudien Abdallah ne s'y était pas trompé, en décidant à l'époque d'annoncer 100 milliards de dollars d'aides pour les plus pauvres et les personnes âgées. En particulier, 36 milliards de dollars avaient été employés pour réaliser une hausse de 15 % du salaire des fonctionnaires. Ces subventions à répétition pèsent lourdement sur le budget saoudien.

Le marché de l'emploi saoudien est marqué par la règle du « 90-90 » : 90 % des salariés saoudiens sont employés dans le secteur public, et 90% des emplois du secteur privé sont occupés par des étrangers. Les Saoudiens aiment donc le secteur public du fait de salaires élevés et d'un statut protecteur. Le développement du secteur privé est contrarié par le fait que le pouvoir veut « nationaliser » les emplois, ce qui se fait au prix de la création de nombreux emplois fantômes. Le processus de « saoudisation » ne semble donc pas fonctionner. Par exemple, 300 000 Saoudiens travaillent officiellement dans le secteur du BTP, alors que ces postes sont en fait occupés par des Népalais. Cette réalité engendre également une explosion du coût du travail et la fermeture de nombreuses entreprises en conséquence. Par ailleurs, il

nous faut souligner que l'économie saoudienne est malade de l'absence de réformes. Pour les entreprises étrangères, l'absence de procédures et des lois claires pour l'attribution des marchés publics et le règlement de potentiels conflits génère une insécurité juridique majeure. Globalement donc, la transition de sortie de l'économie rentière est infiniment moins correctement réalisée qu'aux Émirats arabes unis (EAU). En outre, Riyad procède à des achats massifs de terres arables à l'étranger afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, ce qui ne serait pas sans poser de problèmes en cas de conflit ou de changement politique dans les pays en question. De plus l'Arabie saoudite n'a pas de véritable politique industrielle, contrairement aux EAU.

Les finances du Royaume sont également en difficulté. L'Arabie saoudite reste néanmoins la première économie de la région avec 700 milliards de dollars de PIB annuel (plus du double des EAU). Son déficit se creuse depuis 2013 (50 milliards d'excédents budgétaire) du fait d'une année 2014 difficile (17 milliards de déficit), et bien plus en 2015 (130 milliards de déficit) avec un PIB en recul de 5,8%, ce qui reste une baisse modeste. Cependant, il s'agit d'une tendance lourde et préoccupante, qui ne s'explique pas seulement par la chute du prix du baril de pétrole, surtout quand 50 % du budget de l'État saoudien est consacré aux retraites, aux salaires et à diverses subventions. Un coup d'œil aux réserves en devises étrangères permet de s'en rendre compte : celles-ci régressent de 750 milliards de dollars en 2014 à 630 milliards en 2015. A ce rythme, les réserves seront épuisées en cinq ans ! Avec l'aide du FMI, Riyad tente cependant de corriger son budget et de garantir sa bonne santé économique, ce qui est difficile du fait de sa dépendance aux revenus pétroliers. Cette difficulté est renforcée par le fait que les Saoudiens consomment massivement leur propre pétrole, tant et si bien que dans 25 ans ils pourraient ne plus exporter de pétrole pour assurer leurs propres besoins.

Le coût de la politique de défense saoudienne est également préoccupant. Celui-ci représente 25 % du budget saoudien, tandis que l'éducation et la santé occupent eux 35% du budget. Une autre pratique saoudienne est de nature à aggraver le déficit : la « diplomatie du chéquier », c'est-à-dire les milliards de dollars déversés en soutien aux régimes alliés, en Egypte, au Pakistan et dans le Maghreb. Dans l'ensemble, cette politique a déjà coûté des centaines de milliards de dollars ! Enfin, les nombreux partenariats tissés entre Riyad et certaines puissances occidentales (Etats-Unis, France, Allemagne) afin de rester dans les bonnes grâces de leurs chancelleries, pèsent eux aussi lourdement dans l'économie saoudienne. Cette stratégie n'est pas tenable sur le long terme.

Intéressons-nous maintenant à la relation avec les Etats-Unis depuis 1945. Celle-ci a été construite comme une l'alliance militaire et économique. Washington souhaitait avoir accès à du pétrole bon marché, et Riyad obtenait en échange la garantie d'une sécurité militaire. Cette alliance est un peu contre-nature mais se veut pragmatique. De fait, elle dure depuis 70 ans ! Notons que durant ces décennies, les élites américaines et saoudiennes ont tissé des intérêts communs et ont pris l'habitude de se côtoyer et d'investir en commun. On trouve ainsi de nombreux relais saoudiens aux Etats-Unis, et en conséquence nombre de relais américains en Arabie saoudite. Une première rupture dans ces bonnes relations a eu lieu le 11 septembre 2001, 15 des

19 terroristes étant saoudiens. Le choc aux Etats-Unis est immense, et provoque une véritable incompréhension chez des Américains habitués à considérer les Saoudiens comme des alliés de longue date. S'ensuit une période de « Saudi Bashing » et une défiance accrue des citoyens envers Riyad. Celle-ci est alimentée par un rapport de la commission du renseignement du Congrès américain sur le 11 septembre, qui s'intéresse aux soutiens du terrorisme. 28 pages de ce rapport ont été censurées, et le sont toujours aujourd'hui. Ces pages contenaient des informations relatives à des hautes personnalités saoudiennes qui auraient financé des groupuscules terroristes. Ce rapport fait régulièrement l'objet de demandes de déclassification infructueuses, mais à l'heure de *Wikileaks* combien de temps s'écoulera avant que des informations ne fuient ?

L'autre tournant dans la relation américano-saoudienne intervient sous l'administration Obama. En effet, les événements de 2011 dans le monde arabe font l'objet de deux lectures opposées entre Washington et Riyad. Par exemple, l'abandon du régime égyptien par les Etats-Unis a été vécu comme une véritable trahison par l'Arabie saoudite, et a provoqué un vent de panique parmi les chancelleries arabes, Saoudiens en tête. Pour simplifier, Washington était alors favorable au développement d'un régime démocratique, ce que Riyad refusait. A la même époque, au Bahreïn (rébellion chiite), les Etats-Unis semblaient plutôt favorable à un succès du mouvement, à l'inverse de l'Arabie saoudite. La rébellion sera finalement réprimée dans le sang par les EAU et l'Arabie saoudite. Notons qu'à cette époque, Washington croyait que Riyad pourrait devenir le *leader* naturel du Moyen-Orient, en lieu et place du Caire, mais l'Arabie saoudite a échoué, et les Etats-Unis ont été déçus. En conséquence, Riyad sait aujourd'hui que les Américains ne peuvent être considérés comme parfaitement fiables, d'autant plus que l'administration Obama tente de trouver un nouvel équilibre entre sunnites et chiites quand Washington n'a longtemps écouté que la parole sunnite. Il y a rééquilibrage, mais pas révolution. Dans la même veine, la main tendue des Etats-Unis à l'Iran, manifestée par l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien, empoisonne les relations américano-saoudiennes. Riyad voit d'un mauvais œil la réhabilitation de l'Iran dans le concert des nations et considèrent que Washington « lâche » les Sunnites pour avoir accès au marché intérieur iranien. Cette vision persiste, malgré les nombreuses visites de responsables américains à Riyad.

Sur le marché du pétrole, les Saoudiens pratiquent une politique de baisse du cours du baril afin de contrer les ambitions iraniennes, ce que les Etats-Unis soutenaient un certain temps. Or, depuis l'accord sur le nucléaire iranien, Washington souhaiterait que les prix remontent, ce que refuse fermement Riyad en favorisant une production massive et des prix bas. Cette politique saoudienne tend d'ailleurs à fragiliser l'industrie américaine du gaz de schiste, forçant de nombreuses entreprises du secteur à fermer aux Etats-Unis, et pourrait même favoriser une crise bancaire dans le futur. Combien de temps Washington va-t-il laisser faire Riyad ? En outre, les Américains s'inquiètent de la politique guerrière saoudienne exprimée au Yémen et en Syrie. Cet activisme saoudien pourrait amener les Etats-Unis à suspendre leurs ventes d'armes, c'est tout du moins ce que propose des membres du Congrès. En conséquence l'Arabie saoudite renforce son alliance avec le Pakistan, moyennant

finances, afin de consolider son partenariat militaire. Néanmoins, la sécurité de l'Arabie saoudite dépend toujours du parapluie militaire américain, malgré les divergences politiques régionales.

La politique étrangère saoudienne semble aujourd'hui témoigner d'une lecture essentiellement confessionnelle des conflits. C'était déjà quelque peu le cas auparavant, mais l'accord sur le nucléaire iranien a définitivement mis la question chiite au cœur des inquiétudes saoudiennes. Ainsi, le royaume n'a pas hésité à financer des groupes radicaux en Syrie et en Irak pour lutter contre l'influence de l'Iran et contre l'émergence des pouvoirs chiites. L'argent des pays du Golfe a également aggravé la guerre en Syrie, en favorisant l'arrivée de combattants étrangers. Néanmoins, les autres pays de la région ne souhaitent pas toujours se laisser entraîner dans cet aventurisme saoudien.

La « politique du chéquier » évoquée plus tôt s'exprime également dans les attributions de contrats, en particulier militaires. Entre 2004 et 2007, l'Arabie saoudite était le second pays émergent en terme d'accords de vente d'armes (23,6 milliards de dollars). Parmi les pays vendeurs, 21 % des ventes étaient attribuées aux Etats-Unis, et 70% aux industriels européens. La situation évolue entre 2008 et 2011, l'Arabie saoudite passant à la première place en terme de promesses d'achats d'armes (devant les BRICS, Israël ou Singapour), et les industriels américains cannibalisent alors le marché saoudien (près de 90% des promesses de vente). Ce basculement au profit de Washington a été effectué pour adoucir la position de celui-ci à son égard. Cette politique ne s'effectue pas que dans le cadre du secteur de la défense mais également dans celui de la construction d'infrastructures, qui représente plus de 500 milliards de dollars, avec de nombreux projets d'une valeur supérieure à un milliard de dollars.

Il faut noter que l'Arabie saoudite n'accorde aucune confiance à l'accord pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Riyad risque de s'armer en conséquence. Ainsi, lors d'une parade militaire en avril 2014, les Saoudiens font défiler publiquement des missiles stratégiques CSS-2 chinois, dont ils avaient caché la possession aux Etats-Unis. Or, ces missiles pourraient être équipés de têtes nucléaires pakistanaises. Cette hypothèse donne des sueurs froides à Washington ! On craint la course à l'armement nucléaire dans la région. Ajoutons des relations dégradées avec les Etats-Unis, une économie en difficulté et un climat régional inquiétant, et l'on comprend pourquoi Riyad se trouve aujourd'hui dans une situation délicate. Tout n'est cependant pas négatif, et cinq raisons peuvent permettre de le penser. Les Saoudiens peuvent revenir à une politique pétrolière acceptable (1), mener des réformes économiques (2), adopter une politique étrangère moins clivante (3) construire une architecture de défense régionale avec l'aide de Washington (4), et ont la chance d'avoir une population jeune (5).

Questions/réponses :

>> Va t-on assister à un renversement d'alliance ? Quel rôle pour Moscou et Pékin ?

Sébastien WESSER: Moscou et Pékin ont soutenu l'Iran durant toute la période de sanctions internationales. Si l'Arabie saoudite a moins confiance dans les États-Unis, il n'y aura pas de renversement de table pour autant. Le parapluie militaire américain ne va pas disparaître.

David RIGOULET-ROZE : Néanmoins, on assiste peut-être à un risque d'une révolution de palais qui inquiète les États-Unis. Le prince-héritier bin Nayef al-Saoud est leur favori, du fait de son expérience dans la lutte contre *Al-Qaïda* dans les années 2000. Une dilution de la fiabilité des relations américano-saoudiennes est bien à l'œuvre et il n'est pas sûr que les États-Unis répondraient présent de manière aussi directe que par le passé en cas de crise grave en Arabie saoudite. A 10 ou 20 ans, le scénario d'évolution des relations bilatérales n'est pas favorable à Riyad.

>> L'armée saoudienne semble en difficulté face aux Houthistes. Leur armée est-elle si forte qu'on peut le croire vu leurs matériels ? Quelles relations entre Riyad et Tel Aviv ?

David RIGOULET-ROZE : L'Arabie saoudite est l'archétype des pétromonarchies achetant des armes en quantité mais dont les armées rencontrent des difficultés opérationnelles. Les opérations au Yémen n'incarnent pas une grande réussite stratégique, d'autant plus que les Saoudiens avaient déjà connu des difficultés en 2008-2009 contre les Houthistes, et auraient eu recours à des supplétifs jordaniens et marocains. Il y a clairement un fossé qui sépare les effectifs militaires massifs et les résultats. Notons par exemple que la garde des lieux saints était confiée à des militaires pakistanais sous le roi Abdallah, ce qui témoigne au minimum d'un manque de confiance dans les troupes saoudiennes. Dans le cas de la Syrie, on constate une demande des Saoudiens et des Turcs de mise en place d'une coalition avec les États-Unis pour une intervention terrestre dans le but de soutenir les rebelles, mais il n'est pas sûr que cela aboutisse.

Sébastien WESSER : Entre Riyad et Tel Aviv, on a pu constater un rapprochement stratégique sur le dossier du nucléaire iranien, mais on celui-ci ne prend pas le chemin d'une réelle alliance. Un responsable saoudien avait ainsi déclaré qu'en cas de frappe israélienne sur l'Iran, les Saoudiens protesteraient sur la forme en cas de survol de leur espace aérien, mais laisseraient faire. Ce *lobbying* commun sur le dossier iranien ne se concrétise pas en alliance. Ainsi, le mufti d'Arabie saoudite a récemment déclaré que *Daech* était l'homme d'Israël et le roi Salman adresse souvent des critiques très virulentes à Benjamin Netanyahu.

>> Quels rapports entretiennent l'Arabie saoudite et le Qatar ? Quid de la Turquie, et des relations entre membres du Conseil de coopération du Golfe ?

Sébastien WESSER : Concernant le Qatar, à une période les relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite étaient extrêmement tendues mais elles se sont améliorées depuis. Quant au Conseil de coopération du Golfe (CCG), cette entité régionale s'est construite contre l'Iran en 1981 à la suite de la Révolution de 1979, avec l'ambition de devenir une sorte de communauté économique. Elle impulse de nombreux projets, mais ils ne se concrétisent que rarement, et par exemple, l'architecture de défense américaine dans la région (exercices, interopérabilité des armées) est plus crédible que les initiatives du CCG.

David RIGOULET-ROZE : Un axe turco-saoudien se forme mais il ne va pas de soi, car auparavant, c'était un axe turco-qatarien qui prenait place en soutien aux *Frères Musulmans*, la hantise de feu le roi Abdallah. Cette situation a changé avec l'arrivée au pouvoir du roi Salman. Le Qatar, quant à lui, est rentré dans le rang, et l'Iran est devenue la première des priorités. Le dossier syrien tend aussi à les rapprocher, en soutien d'un panel de combattants allant des salafistes aux presque-djihadistes. L'installation récente d'avions saoudiens en Turquie s'explique ainsi.

>> Comment l'Arabie saoudite prépare l'après-pétrole ?

Sébastien WESSER : En Arabie saoudite, l'accès aux données officielles en matière économique est compliqué. On a plutôt des ordres de grandeurs. Un plan a été mis en place pour 2020 afin d'améliorer la gestion des dépenses en les rationalisant et pour augmenter l'efficacité de la productivité du secteur public. On évoque également un programme de privatisation du secteur de la santé, de l'éducation et de l'industrie de la désalinisation. Aujourd'hui, le modèle économique saoudien est celui des *joint-ventures* entre les compagnies étrangères et les fonds souverains, comme par exemple entre *General Electric* et les fonds souverains des Emirats arabes unis, ou dans les cas d'achat de terres arables. L'approche saoudienne n'est pas encore comparable au cas émirien, il va falloir faire mieux.

>> Dans quelle mesure le système monarchique saoudien est menacé par la baisse du prix du pétrole ? Auriez-vous des détails sur les achats de terres arables ?

Sébastien WESSER : Le Royaume achète des terres arables en Australie et au Soudan. Les Saoudiens achètent majoritairement des terres dans des pays sunnites afin d'éviter des problèmes politiques. L'exemple du Soudan sunnite est parlant. Il était allié à l'Iran avant que l'Arabie saoudite ne le fasse basculer dans son camp, grâce à divers investissements économiques.

David RIGOULET-ROZE : Concernant une éventuelle révolution de palais, de nombreuses rumeurs circulent, notamment suite au changement de souverain car le roi Salman a accentué la dynamique verticale du pouvoir en marginalisant les autres acteurs du Conseil souverain (incluant 200 grands princes) et en ne respectant plus l'équilibre des clans dans le partage du pouvoir. Il veut instaurer une verticalité

monarchique du pouvoir au profit de sa lignée, ce qui provoque des oppositions de la part des autres familles.

>> Quelles retombées économiques depuis l'accord sur le nucléaire iranien ?

Sébastien WESSER : Le marché iranien aiguise les appétits occidentaux. Pour commercer avec l'Iran, il faut actuellement obtenir un *waiver* de l'OFAC américain. Les entreprises américaines ont plus l'habitude de ce processus donc elles sont *de facto* avantagées face à leurs concurrentes européennes. Néanmoins, le marché saoudien qui offre 500 milliards de dollars de projets est à l'heure actuelle plus rémunérateur que le marché iranien. Les Américains ne vont pas l'abandonner rapidement pour l'Iran, où s'exprime une super-compétition avec les entreprises européennes.

David RIGOLET-ROZE : L'Allemagne semble actuellement mieux placée que la France sur le marché iranien, mais Téhéran reconnaît l'expertise française dans certains domaines. Dans tous les cas, il y aura un examen clinique des propositions commerciales européennes, ce qui est une bonne chose, car les Iraniens sont des acteurs économiques rationnels.